

CHAMBRE DES LORDS.

DISCOURS DE LORD BROUGHAM,

Touchant les Résolutions de Lord John Russell.
(Suite et fin.)

Il y a une troisième circonstance qui fournit une autre raison pour cette espèce de politique partielle, et cette circonstance est le plus grand poids et le pouvoir d'un pays. Il pense qu'une nation plus faible a droit de réclamer plus fortement de la législature de la Mère-Patrie une politique conciliatrice, et il ne peut imaginer un principe plus bas, plus méprisable que celui qui recommande de mesurer la justice en proportion de la crainte qu'on éprouve quant à la sûreté au cas de refus. Il est certain que la première personne, dans la chambre ou dans le pays, à répudier de semblables limites, serait son noble ami qui a introduit cette question. Une telle limite est étrangère à la nature entière de l'âme de son noble ami et diffère totalement de sa conduite antérieure, soit au bureau colonial, soit dans les autres départements de l'administration. Après s'être attaché à une portion du témoignage de M. Stuart devant les commissaires, par lequel une ressemblance est, jusqu'à un certain point, établie entre l'état du Canada et celui de l'Irlande, le noble Lord dit qu'on devrait appliquer aux Canadiens le même principe de conciliation et de bienveillance qu'on a cru devoir adopter envers leurs co-sujets plus rapprochés.

Il est vrai sans doute que les Canadiens demandent un changement dans leur constitution; et, par rapport à ce point, son noble ami, qui a ouvert la discussion, a répudié l'idée de ce qu'il appelle un changement organique de cette description. On devrait cependant se rappeler que la constitution des Canadas n'a pas été finalement établie dans sa position actuelle. La proposition de rendre le Conseil Législatif électif a été amenée par Fox et Pitt s'y est opposé; et la constitution telle qu'elle existe aujourd'hui, a été décrite par ce dernier politique et par Lord GRANVILLE en 1791, comme étant une simple mesure expérimentale, — prévoyant le temps où il ne serait pas seulement possible mais recommandable d'introduire un autre ordre de choses.

Quant à lui, (L. B.) il dit que l'expérience avait presque totalement failli; elle a produit des dissensions et des haines sans nombre. Ceux qui proposèrent cette forme de constitution ont fait le projet de rendre le Conseil Exécutif un contre-poids à la Chambre Haute du Parlement de ce pays. En vérité, il existe une bien petite ressemblance entre ces deux corps. La chambre des Lords de ce pays n'est point seulement une seconde chambre, mais encore elle est composée d'hommes dont la nature diffère entièrement de celle des membres de l'autre corps, du moins dans leur nature politique; d'hommes qui diffèrent en rang et sous d'autres rapports, et qui sont entièrement indépendants du peuple, quant à leur siège et à leur droit d'exercer les fonctions législatives. Sous ce dernier rapport seulement la ressemblance existe entre le Conseil Législatif du Canada et la Chambre anglaise des Lords. Ce n'est pas certainement sous ce dernier point qu'on doit attribuer du mérite au Conseil. Sans doute qu'il est beaucoup de personnes, et la masse des opinions de leurs Seigneuries est sans doute de ce nombre, dont l'opinion est que l'absence du principe électif produit un bon effet sur la constitution de leur Chambre des Lords; mais on ne peut se servir de ce principe envers le Conseil Canadien. Il ne paraît point que les membres de ce corps possèdent la confiance de leurs concitoyens, et, sous des circonstances semblables, plus on les rendra responsables vis-à-vis de leurs compatriotes ou autrement et mieux cela vaudra.

Il est vrai que le nombre des membres du Conseil Législatif qui tiennent des emplois du gouvernement n'est point maintenant aussi grand qu'il l'était autrefois; mais si l'on admet une fois le principe de laisser accepter et garder des emplois publics et officiels par des individus non sujets à une élection populaire, quelle garantie aurait le peuple du Canada que l'homme qu'ils regardent comme indépendant, aujourd'hui, ne sera point, demain, un officier servile et mercenaire? Quoiqu'il soit d'opinion que l'introduction du principe électif dans la création du conseil serait sans doute une amélioration; il n'est point prêt à dire que cette élection doit avoir lieu de la même manière que celle de la chambre d'assemblée actuelle. Si les conseillers étaient élus d'après la même méthode, ce ne serait qu'ajouter le même nombre de degrés à la lecture et à la discussion d'une loi et l'on ferait une prévision nugatoire à la considération ultérieure de chaque nouvelle mesure, par les mêmes personnes. Une qualification différente et plus élevée devrait être établie pour les électeurs du Conseil, afin qu'il soit choisi, en effet, par une autre classe de personnes que celles qui élisent la Chambre d'Assemblée. Il pense qu'un Conseil ainsi constitué remplirait tout but désirable pour un Conseil, infiniment meilleur que celui qui existe aujourd'hui. Au moins son opinion formée d'après la considération qu'il a pu donner à ce sujet, est en faveur d'un changement.

Quant à la compagnie des Terres, n'ayant pas encore pu prendre connaissance des détails, il ne peut pour le moment donner une opinion décisive.

Touchant la 8ème Résolution qui a rapport à l'emploi des fonds coloniaux, il ne considère point que le Parlement, après avoir accordé à l'Assemblée un contrôle sur les revenus provinciaux, puisse avec quelque équité retirer maintenant cette concession. — Comment pourrait-il penser à rappeler l'acte de 1831, par lequel, soit qu'on le considère comme une nouvelle charte ou la rénovation d'une ancienne, on a déclaré qu'on accordait cordialement et sincèrement aux Canadiens le contrôle de cet argent. Doit-on se croire autorisé à mettre les mains dans les coffres-forts des Canadiens sans autre cérémonie? Quoiqu'il désapprouve beaucoup des procédés de la Chambre d'Assemblée, ce corps, il doit le dire, n'a jamais agi d'une manière qui ressemble en rien à de la mauvaise foi envers le Parlement Anglais; et il espère qu'on ne viendra point la prendre par surprise. Quelle est la ligne constitutionnelle de conduite recommandée à Lord AYLMER au cas possible où la Chambre d'Assemblée refuserait d'accorder la liste civile? De refuser de passer ses bills en retenant la sanction Royale. — Quand le contrôle de cet argent fut donné aux Canadiens le fut-il simplement pour qu'ils l'emploient d'une seule manière? Pourquoi les Canadiens le désiraient-ils? Ils ne pouvaient le désirer que dans le but d'obtenir, de temps à autre, des choses qu'il n'auraient aucun espoir d'obtenir sans cela.

Doivent-ils perdre ce pouvoir parce qu'ils refusent d'ouvrir les cordons de la bourse qu'on a placés en leurs mains? Parce qu'ils ont manié de bonne volonté l'arme qu'on a confiée à leur garde? Pourquoi leur aurait-on donné cette arme si ce n'est point pour qu'ils en fassent usage? Pourquoi aurait-on placé les cordons de la bourse à leur disposition, si ces cordons ne doivent être tirés qu'à l'aide de la main du gouverneur? (Ecoutez, Ecoutez.) — Ce n'est sûrement point pour un vain ornement, ni pour la mince valeur d'un mot vide qu'on accorde ce pouvoir; mais pour un but pratique et pour l'exercice d'une influence pratique. Il répète qu'il n'a aucun espoir de voir arrêter ces procédés; mais il se réjouirait de voir son noble ami ne point aller plus loin que ces résolutions. En persistant dans cette conduite, on se trouvera tôt ou tard poussé à des suites fâcheuses. Les suppositions que les colonies feraient quelques ouvertures aux Etats-Unis, qu'elles désirent une séparation d'avec la Mère-Patrie, ne valent pas la peine d'être faites ou réfutées. Il ne pense pas qu'aucune de ces choses soit probable. — Ce n'est sûrement point pour un vain ornement, ni pour la mince valeur d'un mot vide qu'on accorde ce pouvoir; mais pour un but pratique et pour l'exercice d'une influence pratique. Il répète qu'il n'a aucun espoir de voir arrêter ces procédés; mais il se réjouirait de voir son noble ami ne point aller plus loin que ces résolutions. En persistant dans cette conduite, on se trouvera tôt ou tard poussé à des suites fâcheuses. Les suppositions que les colonies feraient quelques ouvertures aux Etats-Unis, qu'elles désirent une séparation d'avec la Mère-Patrie, ne valent pas la peine d'être faites ou réfutées. Il ne pense pas qu'aucune de ces choses soit probable. — Ce n'est sûrement point pour un vain ornement, ni pour la mince valeur d'un mot vide qu'on accorde ce pouvoir; mais pour un but pratique et pour l'exercice d'une influence pratique. Il répète qu'il n'a aucun espoir de voir arrêter ces procédés; mais il se réjouirait de voir son noble ami ne point aller plus loin que ces résolutions. En persistant dans cette conduite, on se trouvera tôt ou tard poussé à des suites fâcheuses. Les suppositions que les colonies feraient quelques ouvertures aux Etats-Unis, qu'elles désirent une séparation d'avec la Mère-Patrie, ne valent pas la peine d'être faites ou réfutées. Il ne pense pas qu'aucune de ces choses soit probable.

Quoique ce sujet excite peu d'attention, il sait fort bien qu'une certaine irritation est toujours la conséquence de ces débats, que des mesures que quelques uns craient d'abord inoffensives, de légère importance par d'autres, et même avantageuses par une troisième classe, attirent une foule de maux qu'aucun homme n'eût d'abord attendus. Les mêmes conséquences ont eu lieu dans les colonies de l'Amérique Septentrionale. Les premières mesures passées dans le Parlement dans le but de ramener (comme on l'appelait alors) les colons à leur devoir — de soutenir (c'est le langage dont on s'est servi) l'honneur de la Mère-Patrie et la dignité et l'indépendance du Souverain (ce sont les paroles même de son noble ami) passèrent presque inanimement. Il n'y eut aucune division dans les deux Chambres; mais avant la fin de l'année il y en eut de bien fâcheuses dans l'une et dans l'autre. Il ne veut point grossir l'importance du cas actuel jusqu'à ce point, quoique la population de l'Amérique du Nord n'était pas matériellement plus considérable quand on passa l'acte du Timbre que ne l'est celle de nos colonies de l'Amérique, actuellement. Ce qu'il désire montrer est l'état où étaient les affaires en 1764, non point pour déduire qu'on ait à craindre la même suite de procédés, ni que nous ayons à perdre les Colonies comme nous avons perdu l'Amérique. Il veut seulement montrer qu'il est arrivé des malheurs imprévus par s'être écarté de la bonne route. Bien traiter les Colonies, leur accorder la même justice qu'aux sujets même de la Mère-Patrie, sera toujours la politique la plus sage et la plus sûre.

LE LIBERAL.

QUEBEC, MERCREDI 28 JUIN, 1837.

— Les journaux de Montréal que nous recevons à l'instant ne contiennent aucune nouvelle importante d'outre-mer.
— La *Minerve*, par ses annonces, renferme la convocation d'une d'une assemblée élective pour demain Jeudi; elle est revêtue de près de 30 signatures.
— L'organisation du Comité Central et Permanent s'opère avec vigueur; ses procès respirent une indépendance, et une fermeté qui font honneur à ses membres dont nous voyons le nombre s'augmenter considérablement à chacune de ses séances.

REVUE.

CRITIQUE SUR LES RAPPORTS DES COMMISSAIRES.

(Continuation.)

Le PREMIER RAPPORT. — Le Parlement Provincial fut convoqué par Son Excellence le comte de Gosford, peu après son arrivée au Pays avec ses Collègues. Le 25

oct. les Chambres se réunirent, et la session fut ouverte par une harangue d'une longueur et d'une élaboration tout-à-fait sans précédent dans nos chroniques parlementaires. — Un gouverneur séculier — un discours initatif de ceux qui découlent de la Présidence de la République voisine — un ton affectueux, et patriotique — et surtout une noble catégorie promissoire de grands remèdes à de grands maux — tout paraissait promettre une nouvelle ère à la politique du Bas-Canada, et les envoyés de Sa Majesté semblaient déjà entrevoir, même en débutant, le triomphe complet des plans qu'ils s'étaient formés.

Dans la harangue, la Commission avait été placée dans un jour bien saillant : dans l'adresse de la Chambre, cette même commission fut passée sous un profond silence, et même le Conseil Législatif y fit une allusion très-légère et équivoque. Cette circonstance, petit indice d'une certaine méfiance, parut avoir un peu déconcerté les Commissaires et ils en font l'initiative de leur premier Rapport. Force fut néanmoins de l'accueillir avec une grâce toute particulière, et le rédacteur du Rapport ne paraît en parler que pour justifier pleinement les deux Chambres de la marche qu'elles avaient adoptée. Ce premier trait de discrétion dans l'assemblée, sous l'administration actuelle, fut suivi d'un retard considérable dans ses délibérations sur les questions de finances qui lui avaient été soumises. Ce retard paraissait encore devoir sa source à une détermination discrète et clairvoyante, de mettre à épreuve la sincérité de la harangue avant que de baser sur les vœux qu'elle énonçait, des mesures qui ne devaient ressortir que d'un généreux octroi, de la part des autorités impériales, des réformes demandées par le peuple du Bas-Canada. Trois mois s'écoulèrent; aucune des promesses de ce célèbre discours, ne se réalisait. Le Conseil Exécutif, que le gouverneur avait déclaré inapte, végétait encore sur le sol aride de l'administration, les pluralités que l'on avait si hautement condamnées, restaient intactes — les honoraires exorbitants de certains bureaux publics s'exigeaient encore. — Enfin tout ce qui dépendait de la réforme administrative restait immobile; et pour comble de disgrâce — l'organe du gouverneur-en-chef dans le conseil législatif, était un fonctionnaire public, sous accusation devant les communes.

Tout ceci réveillait des soupçons et présageait ce qui est, depuis, survenu — dans l'intervalle, et peu avant la décision de la chambre sur la question des subsides, les Commissaires jugèrent qu'il était de leur intérêt de prolonger davantage leur silence vis-à-vis du ministère sur le sujet de leur importante mission. Ils arrêterent donc leur premier rapport en date du 27 Janv. 1836, dans lequel ils exposèrent leurs sentiments, sur les questions suivantes: La Liste Civile — l'indépendance des Juges — et un tribunal pour l'accusation des fonctionnaires publics.

Au sujet de la *Liste Civile*, le rapport nous dit, qu'il y a deux principes dominants sur lesquels elle pourrait être proposée. "Selon l'un de ceux-ci, l'objet serait de placer tous les principaux départements du gouvernement dans une telle position, que leurs affaires pourraient marcher sans grand inconvénient nonobstant la suspension des subsides; selon l'autre cet objet serait borné à garantir quelques uns des chefs-fonctionnaires du gouvernement contre l'interruption que pourrait subir le paiement de leurs salaires sous le bon-plaisir de la branche populaire de la Législature." — Ce dernier principe est celui auquel deux des Commissaires souscrivent comme étant le plus conforme aux propositions déjà faites — ces chefs-fonctionnaires sont,

Le Gouverneur,
Les Conseillers Exécutifs,
Le Secrétaire Civil avec Contingents,
Le Procureur-Général, } avec des Contingents
Le Solliciteur-Général, } gents de £1800.

On laisse à la discrétion de la chambre de pourvoir au soutien des prisons, et aux contingents des Shérifs et des Coronaires, parce que, dit-on, le peuple est au moins autant intéressé que le gouvernement au maintien de l'ordre. — La confusion générale" continue ce paragraphe "qui serait à appréhender en Angleterre, par le refus des subsides, est peut être la principale raison pour laquelle on y songe si rarement; mais en Canada il serait longtemps avant que d'autres que des officiers du gouvernement ressentiraient les effets du refus des contingents mêmes qui sont sous considération, le rejet desquels étant hasardé, répandrait bientôt le mécontentement dans chaque habitation du Pays."

Voici en suite d'étranges arguments pour convaincre les représentants du peuple qu'il leur faut voter une liste civile permanente! — Ce raisonnement est un véritable *fiasco de se*, car, tout en invitant le peuple à rendre le gouvernement exécutif indépendant de lui pour sa marche ordinaire, il déclare que le seul remède qu'il laisse au Pays pour la correction des abus d'administration et des griefs politiques, est l'adoption de mesures qui répandraient "le mécontentement dans chaque habitation de la Province;" mais qui laisseraient intact le gouvernement inique dont on rechercherait la punition. Nous serions plutôt d'avis de renverser cet ordre de choses comme le moyen le plus propre à parvenir à l'action saine de la

constitution et à donner au peuple une sage surveillance sur les gouvernants.

Le rapport fait, des salaires des Juges, une mesure à part; mais sir Charles Grey, dans la minute, les incorpore dans son projet d'une liste civile dont il fixe le montant à £30,500, tandis que ses collègues se contenteraient d'un vote permanent de £19,000 y inclus les salaires des juges.—Sir Charles vise à rendre le gouvernement absolument au-dessus de tout échec de la part des représentants du peuple—les autres se bornent à paralyser leur influence sur l'administration—Au reste, la liste civile proposée dans le rapport n'aurait peut-être pas subi grande difficulté, car la chambre n'a jamais formellement refusé de subvenir aux dépenses ordinaires et extraordinaires de l'administration quoiqu'elle ait plusieurs fois attaché à ses votes des conditions qui n'étaient ni du goût du conseil législatif, ni de celui des gouverneurs—quelque discrètes et constitutionnelles (a) qu'elles fussent. Sir Geo. Gipps lui-même est forcé d'en faire l'aveu dans son paragraphe 2^e. "On devrait, d'ailleurs, se rappeler "dit-il" que la chambre d'assemblée n'a jamais absolument refusé de pourvoir aux besoins du gouvernement exécutif, que lorsque (en 1834) les moyens de défrayer ses dépenses contingentes lui furent refusés."

Les questions relatives au montant et à la durée des appropriations pour une liste civile, toutes majeures qu'elles étaient, ont cédé à d'autres d'une importance bien plus urgente. Nous terminerons donc ici la considération de cette partie du premier rapport pour passer à une autre qui a pour objet la constitution d'un tribunal devant lequel pourraient se porter les accusations contre les fonctionnaires publics qui auraient malversé. Les commissaires attachent un haut degré d'importance à l'établissement de ce tribunal, et paraissent en faire dépendre le succès de leurs plans d'arrangement.

Le premier projet dont ils parlent est celui qui fut proposé par le présent juge Bédard. Il donnait au comité judiciaire du Conseil privé du Roi, le droit de décider sur le sort des accusations, dont l'investigation aurait d'abord eu lieu par un comité assermenté de la Chambre, composé de 12 membres, d'un Président et d'un agent pour conduire la procédure—Mais ce projet ayant été abandonné, ils n'y réfèrent que pour en démontrer l'inaptitude, déclarant qu'il tend à confondre les deux caractères d'accusateurs et de juges; les représentants du peuple étant censés les accusateurs dans la poursuite des hauts fonctionnaires publics malversateurs.

(A CONTINUER.)

A la série d'interrogatoires que nous propose M. Leblanc de Marconay nous donnons sans autre commentaire les réponses suivantes :

On nous demande: "Ne vous présentâtes-vous pas à ce comté (Saguenay) comme Candidat de ce qu'on appelait alors la bureaucratie &c. &c." Nous répondons que, c'est faux, et nous en appelons à notre adresse aux électeurs de ce comté.

"N'étiez-vous pas alors, en compagnie avec M. Drolet? Qui "tout bouffi de louanges patriotiques" cela se peut "qui vous méprisait alors, qui vous fit des compliments peu flatteurs sur les Hustings" tournure aussi insidieuse que fautive, converse de la vérité, "qui fut bien long-temps sans daigner vous regarder—après réciprocité" et qui, dans le moment actuel est votre "très-digne soutien"?—Nous soutenons tous deux la même cause, et nous persisterons dans notre co-opération en dépit de l'art dont vous vous servez pour produire la division, ce grand levier de votre politique.

"Toutes vos affections, n'étaient elles point bureaucratiques ou constitutionnelles" d'autant plus de mérite (admettant que cela soit vrai) à rompre avec elles "au point que lorsque vous prîtes part à l'assaut de la garde-robe ces mêmes amis disaient, —Laissons-le faire, c'est l'un des nôtres, il ne s'est tourné là que pour diviser, et il nous sert très-adroitement?" Pur persiflage "n'avez-vous pas eu préalablement à l'affaire de la garde-robe, des conférences secrètes avec M. Drolet, ambassadeur du Sylla Canadien à Québec?" Non Monsieur.

"N'eu avez-vous pas eu aussi avec un homme qui fit, dans toute cette affaire, du juste-milieu tant qu'il lui fut possible." Vous vous trompez encore digne journaliste.

"N'êtes-vous pas devenu, quelques jours après avoir fait votre réapparition sur la scène publique, dans les magnifiques manœuvres du régiment agitatif, l'éditeur de la partie française du LIBERAL?" Secret de la Comédie vraiment! Monsieur une révélation toute miraculeuse.

"Ne vous présentâtes-vous pas comme Candidat radical au lieu et place du patriote modéré Vanfelson?" erreur dans la première partie fatuité dans la dernière:—patriote modéré, paroles vides de sens si elles ne veulent pas dire "absence de patriotisme"

"N'irez-vous que votre LIBERAL soit une succursale établie à Québec de la Fabrique du VINDICATOR et que votre imprimerie appartienne à Louis Perrault?" Que nous le nous formellement, très-véridique Editeur.

"N'irez-vous que votre imprimeur n'est que le chef ouvrier de L. Perrault, et qu'il vint à Montréal il y a 15 jours pour recevoir les ordres de son maître?" Nous sommes vraiment mortifiés d'ajouter à la catégorie déjà si longue de nos négatives, un démenti de plus—car nous ignorons absolument les liaisons qui peuvent exister entre M. Perrault et notre Imprimeur en chef.

L'Editeur en Chef continue son catéchisme par cette majestueuse ciceronique—"Vous pouvez nier le traité secret existant entre vous et les meneurs de Montréal; mais, attendez l'ouverture du parlement, si elle arrive jamais, et alors on pourra vous convaincre de ce que je sais personnellement qui existe entre vous?" Eh! cher monsieur vous faut-il un acte d'autorisation de la législature pour nous éclairer de vos révélations?

Il termine par cette question, qu'il croit sans doute acablante, le nec plus ultra de la gradation dans l'art de la Rhétorique.

"D'après tous ces faits (supposés) viendrez-vous encore affirmer que vous qui osez reprocher aux autres vos propres péchés vous n'êtes pas venu aux meneurs de Montréal?" De la fabula narator. Votre miroir, M. l'Editeur ci-devant soldé de la Minerve et maintenant Editeur-en-chef, bien rétribué, du Populaire,—est un miroir trompeur,—vous vous imaginez y voir les autres,—c'est vous seul qu'il réfléchit. Les échallottes sont dans le lointain—vous n'en voulez plus; et le tableau vous représente maintenant auprès d'une table succulente—"la main couchée sur le Populaire—la liberté et la conscience sont pendues à la porte avec cet écriteau—"au plus haut et dernier enchérisseur!" "à bon entendeur, salut.

L'orateur de la Chambre d'Assemblée et MM. Girouard et Lafontaine M. P. P. sont arrivés, Samedi dernier en cette ville, d'où ils sont partis le lendemain pour se rendre à l'invitation de leurs compatriotes des comtés de Bellechasse, l'Islet et Berthier, qui se sont réunis à St. Thomas pour chômer la St. Jean Baptiste.

L'hon. Orateur, partout accueilli comme l'ami et le libérateur des droits Canadiens, reçut, Dimanche dernier, une marque distinguée de la considération des citoyens de Québec, partisans de sa politique ferme et clairvoyante.

Après la messe, 350 à 400 personnes se rendirent auprès de lui pour le saluer et lui exprimer leur entière approbation de sa marche publique et leur admiration de sa persévérance inflexible dans la voie des réformes radicales en ce pays. Il leur répondit par un discours plein d'éloquence;—leur recommanda l'union entr'eux, et ayant parlé des dissensions créées insidieusement par la présente administration, il termina par les remercier du compliment flatteur qu'ils venaient de lui faire par cette visite. Compliment qu'il regardait plutôt comme offerte à la majorité de la chambre dont il était un, qu'à lui personnellement.

Si la trahison des intérêts de son pays était une faute moindre que celle du simple mensonge, nous nous émerveillerions de l'effronterie de l'Editeur du Canadien, lorsqu'il a la mauvaïse foi de publier en blanc et noir, que "la masse des Electeurs de St. Roch présents à l'Assemblée (tenue Dimanche dernier après les vêpres) résolurent d'élire M. MUNN, chez lequel ils se rendirent en corps et obtinrent son consentement. Il y avait en vérité un parti pour M. MUNN, celui que les farceurs ont blâmé du titre exalté de la petite famille; mais tout homme de bonne foi, quels que soient ses sentiments au sujet de l'élection, avouera que ce que dit le Canadien plus haut est absolument dénué de vérité.—Et si M. Parent avait la qualité de pouvoir rougir, aussi bien qu'il possède la faculté craintive de pâlir, son journal serait peut-être sorti de sous presse teint d'un beau couleur-de-rose.

L'élection d'un représentant pour la Basse-Ville, en remplacement de M. Vanfelson, a commencé hier matin à neuf heures au lieu ordinaire. Les candidats sont M. Michael Connolly, libéral et M. Munn, constitutionnel. L'état des votes à l'ajournement du poll était comme suit:

M. Connolly	180
M. Munn	155
Différence	25

Aujourd'hui, au moment où nous mettons sous presse, l'état du Poll est:

M. Munn	329
M. Connolly	302
Différence	26

Montréal, 23 Juin, 1837.

MONSIEUR,—Nous n'avons pas encore eu l'avantage de voir le LIBERAL et par conséquent de juger par nous mêmes de la nature des principes qu'il soutiendra; mais nous en entendons parler si avantageusement par un ami de la réforme, qui l'ayant vu, le représente comme l'adversaire autant de cette politique faible, chancelante ou hypocrite qui déshonore une partie de notre presse périodique que de celle, qui plus franche parce qu'elle est plus brutale, appelle sans détour la tyrannie sur ce beau pays, que nous nous empressons de vous en demander l'envoi. Cet empressement de notre part pourra aider à vous convaincre qu'une influence ennemie qu'on a cru régner ici est nulle, surtout lorsque vous saurez qu'un journal qui s'intitule le POPULAIRE et qu'on désigne ici communément sous le nom de PORTE-ORDURES de Gosford et consorts n'a pu y trouver que deux abonnés.

Nous avons l'honneur d'être Monsieur,

Vos très-humb. et obéissants serviteurs,
J. Bte. Eus. DUROCHER, J. MARCHESSAULT,
JOACHIM JACQUES, ANDRE DUCHARME,
LOUIS LOZEAU, A. P. L. CONSIGNY.

HOTEL DE LORETTE.

LE Soussigné a l'honneur d'annoncer au public qu'il vient de prendre l'HOTEL DE LORETTE, occupé ci-devant par M. RICHARD DEVERRY La situation agréable de cette maison, près des châteaux pittoresques du village de Lorette, la quantité de voyageurs qui s'y rendent journellement durant la belle saison pour visiter les habitations des anciens Sauvages Hurons, et la beauté des points de vue environnants en font une des promenades les plus recherchées des environs de Québec; aussi le Soussigné se flatte-t-il que les soins qu'il apportera dans la bonne tenue de son HOTEL, y attiront les promeneurs et répondront à l'encouragement qu'il en aura accordé. Il a aussi remis et écrites pour les équipages et les chevaux.

PROSPER DUBUC.

Lorette, 21 Juin, 1837.

Les personnes qui désireraient donner quelques parties pourront laisser leurs ordres chez M. Richard Deverry confiseur, rue Couillard à Québec, et elles trouveront tout préparé pour leur réception.

CIRCULAIRES, CARTES DE VISITES, AFFICHES, PAMPHLETS etc, seront exécutés promptement et à bas prix à cette imprimerie.

COTISATIONS.

BUREAU DU GREFFIER DE LA PAIX.

Québec, 12 juin, 1837.

AVIS PUBLIC est par le présent donné, que les LIVRES DES COTISATIONS qui doivent être prélevés, durant la présente année, sous et en vertu des Actes 36e Geo. III, cap. 9, et 39e Geo. III, cap. 5, (communément appelés les "Actes des Chemins") ont été filés à ce bureau, où ils seront et demeureront tous les jours (dimanches et fêtes exceptés) entre NEUF heures du matin et QUATRE heures de l'après-midi, pour inspection publique, afin que toutes personnes qui pourraient se croire lésées par le montant de telles cotisations, telles que fixées par les cotiseurs, puissent en appeler à la prochaine Cour de Sessions Générale de Quartier de la Paix, qui commencera et siégera le DIXIEME jour de JUILLET prochain.

Par ordre,

PERRAULT & SCOTT,
greffier de la paix.

A être inséré dans toutes les Gazettes publiées en cette cité, en leurs langues respectives, jusqu'au 10 juillet prochain P. & S.

SESSION GENERALE SPECIALE DE LA PAIX.

Vendredi, 23 juin, 1837.

RÉSOLU,

QUE le greffier de la paix annonce dans tous les journaux publics publiés en cette cité, dans leurs langues respectives, qu'à une session générale spéciale de la paix qui se tiendra le MERCREDI 28 courant, les magistrats prendront en considération les pétitions et applications des individus demandant la place de trésorier des chemins de cette cité, maintenant vacante,—et procéderont à la nomination d'une personne pour remplir les devoirs de cette office comme faisant fonction de Trésorier des Chemins, jusqu'aux sessions trimestrielles générales de la paix, qui se tiendront dans le mois d'octobre prochain, auquel temps seulement telle nomination peut être faite suivant la loi.

Par ordre,

PERRAULT & SCOTT
J. P.

A être inséré dans tous les journaux publiés en cette cité, dans leurs langues respectives, jusqu'au 28 courant.

MARCHANDISES BRITANNIQUES MANUFACTUREES.

A VENDRE.

LES marchandises suivantes viennent d'arriver par l'Abion de Londres,
2 Boucauts } Vin blanc de choix
16 quartauts }
100 douz. bière double de Barclay et Cie, en caisses de 4 douz. chacune.
50 douz. marinades assorties de Frost, en caisses de 1 et 2 douz. chacune.
Moutarde supérieure de Durham, en barils de 6 lbs. chacune.
Un assortiment de parfums de R. Hendrie, savon blanc et brun, de Windsor savon des Isles, savons parfumés à barbe et autres.
Bottes, Bottines et souliers d'hommes et de femmes, bretelles, jarretières et straps de pantalons de Caoutchouc, etc.
Une quantité de lignes à grande eau, lignes dormantes, lignes flottantes, lignes à main, assorties fils de magasin, et divers autres espèces de fils et de ficelle.
Poudre fine à tirer, Plomb à tirer à patente, Quincaillerie, Mèches dites Lucifer, Coutellerie.
Capuchons à percussion de Londres de Davis.
Ornements bronzés, dorés et autres.
Clochettes de table, Lampes de surcité à main, Pistols de poche, Fusils de chasse.
Fiches et Cloux, Pelles, fer à souder et souduré, Vrilles, &c., Meilleure Mine de Plomb du Mexique.
S'adresser chez.

G. D. BALZARETTI,
Rue du Palais Haute-Ville,
ou à T. S. SAUNDERS,
Propriétaire

Au bureau de M. Newton Quai de McCallum.
Québec 21 juin, 1837.

FORTE PIANO A VENDRE.

UN forté-piano à patente, carré, supérieur, de la meilleure fabrique d'Amaine, poli français, garanti par le professeur Henry Hertz.

G. D. BALZARETTI.

21 juin 1837.

TELESCOPES & BAROMETRES.

A VENDRE deux des meilleurs Télescopes de 30 pouces avec trépied de cuivre, dans une caisse d'acajou. Quatre Baromètres élégants avec thermomètres, hygromètres et niveau, dans des cadres, poli français, portatifs.

G. D. BALZARETTI.

21 juin 1837.

AVIS.

JOHN TEED, Marchand Tailleur, No. 11 rue Champlain en adressant ses humbles remerciements à ses amis et au public pour le généreux encouragement qu'il a reçu depuis son entrée dans les affaires. Prend la liberté de leur annoncer qu'il a reçu son assortiment de marchandises d'été de toute espèce en son genre de commerce et qu'il les offre au public aux conditions les plus modérées pour argent comptant ou à un crédit approuvé. Tous ordres sont remplis avec promptitude et élégance. Québec, 17 juin, 1837.

CONDITIONS DE CE JOURNAL.

Le LIBERAL se publie en anglais et en français, deux fois par semaine: le MERCREDI et le SAMEDI matin; le prix de l'abonnement est de trois piastres et demie par année pour les deux langues, ou deux piastres pour chaque feuille séparée, frais de poste non-inclus, payables par semestre, d'avance.

Les Lettres, Correspondances, &c., doivent être adressées, franchises de port, au Bureau de ce Journal, No. 32, Rue St. Paul.

PRIX DES AVERTISSEMENTS.

Six lignes et au-dessous, première insertion, 2s. 6d. et 7^e de chaque suivante. Dix lignes et au-dessous, première insertion, 3s. 4d. et 10^e de chaque suivante. Les avertissements non accompagnés d'ordres écrits seront insérés deux fois par semaine jusqu'à ce qu'ils soient contremandés, et débités en conséquence.

Imprimé pour les PROPRIETAIRES par FRS. LEMAITRE,
Rue St. Paul No. 32.

THE LIBERAL.

A POLITICAL, LITERARY AND COMMERCIAL JOURNAL.

SALUS POPULI, SUPREMA LEX ESTO.

VOL. I.

QUEBEC, WEDNESDAY, JUNE 28, 1837.

NO. 4.

CORRESPONDENCE.

For the Liberal.

MR. EDITOR,

The country has been long looking for some improvement in the composition of that incongruous body the Court of Appeals. Upon the arrival of Lord Gosford here, he promised magnificent things, but, like others who deal lavishly in professions, has done nothing to redeem his pledge. He held the word of promise to the ear, but broke it in the sense. Suitors whose causes are now about to be determined are not a little interested in having their fate decided by a competent tribunal, composed of men whose situations in life and habits would not make the discharge of judicial functions a mere burlesque. In no civilized country in the world does there exist a similar monstrosity to the Court of Appeals. The mere fact of appointing men as judges who know nothing of law, or anything else, whose duty it is to reverse or confirm, as the case may be, the judgments of a court of law, pronounced by four judges, who though by no means luminaries of, are yet more or less familiar with, the law, is so absurd, preposterous, and shocking to the plain understanding of men, that really we cannot but marvel at the apathy which has existed in society, to allow an incubus of that kind to remain so long.

Societies cannot be based upon a firm foundation when the sources of justice are corrupted by ignorance and imbecility. Hence, perhaps, that general feeling of *mal-aise* which pervades all classes of persons now, and makes them discontented with the condition of things here.

R. T.

THE LIBERAL.

QUEBEC, WEDNESDAY, JUNE 28, 1837.

LATEST DATES.

From London,	May 23	From New York,	June 23
From Liverpool,	May 24	From Halifax,	June 15
From Paris,	May 21	From Toronto,	June 20

To all it must be a matter of sincere and deep regret that the difficulties and political differences which have distracted the peace and harmony of this Province for a long period, should have led at last to the interference of England's legislating for us here. A principle more dangerous in practice could not be resorted to than the one we have just alluded to. The constitution which England gave this colony in 1791 was not then adapted to our wants, still less so is it now. But perhaps the measure was excusable then. It was necessary to give the colony a constitution, and in the absence of any correct information relating to our wants, social and physical, it was not very extraordinary for the legislators of that day to model a constitution for this colony upon their own. But now, when administrative abuses have accumulated, almost without number, and when the mystical balance of the constitution has been found wanting, in bringing things round to a proper condition, it is really strange and unaccountable for men who pretend to possess common sense, to say that we require no change. To alter a constitution is, we are free to admit, a matter of serious consideration, and should only be resorted to when all hopes of reform in abuses have been abandoned through the action of the constitution itself. The constitution we have seen is virtually a dead letter. The constitutional rights of the inhabitants of this province have been flagrantly violated,—and violated, we blush to say it, with impunity. The constitutional controul of all monies levied in the Province, is a right so inherent in the people that no abusive practice to the contrary, how long soever it may exist, and how powerfully soever such a violation may be supported, can ever affect our rights in this particular, or consecrate spoliation. The reformation of every abuse in the province ought to take place where they have been committed, and we always thought that appeals elsewhere were as impolitic as idle. The *ultima ratio regum* is also the *dernier* resort of the people; for when the history of every age shall have been gone into it will be found that a people have no law to guide them in governing themselves other than their own will. Original compact and special agreements may be invoked as the *substratum* of the relationship between monarchs and men, but fifty years hence this illusion which is fast disappearing, will have vanished altogether—and men will then universally believe, that, however some individuals may be exalted over others in the various machinery of governments, they cease to fulfil the ends of their institution the moment they do not promote public prosperity; and consequently ought to be put down.

Now that all parties in the Province unite in declaring the necessity of some reform, as well in the Executive as Legislative Council; in our courts of law; in short, in our whole system of judicature, as well as in every department of the public service, it would be much better for all persons for a time to lay aside those acrimonious feelings of hostility, arising out of contracted views of questions of polity, and concur in establishing something better in the place of the abuses which all exclaim against, *una voce*. As long as society is cut up into sectional differences of opinion, all attaching importance to this or that question in particular, so long will abuses continue, and the office holders prosper, *et id omne genus*. It is the interest of the community to ferret out abuses, and see pluralists and others disgorge a little of their ill-gotten pelf. But unfortunately, the present conflicting parties conspire unconsciously to keep things in the same predicament.

The exorbitant rates charged by the Steamboats for cabin passage between this and Montreal, and *vice versa*, call for public attention, with a view to ascertain whether by an opposition Boat a reasonable price cannot be established. Six dollars to Montreal is decidedly too high; half that sum we should consider fair. The rates of travelling, per Steamboats, in the United States are much lower than the charges here. Wholesome opposition there is attended with immense public advantage; whereas in Canada, monopolists have engrossed the steam navigation of the rivers, and consequently subject the public to their arbitrary and exorbitant demands. A Steamboat, we are informed, is now building, every way calculated to run between Quebec and Mont-

real. If the public, whose interests are consulted by an opposition boat being established, should think it worth their attention we are sure the proprietors of the new Steamboat would readily acquiesce in any proposal having for its object the diminution of the rates of fare &c. if supported in the laudable endeavour.

The *Canadien* of Friday, in a most lacrymose style makes a pitiful appeal to his countrymen in favour of his epigraph "*notre langue, nos institutions, et nos lois*," but like most of his appeals now, they will only be responded to by the miserable few whose sentiments he has exclusively uttered. The time has come when prejudice no longer must influence our conduct, and the contemptible policy of some men, who wish to keep the country forever poor and ignorant, and its inhabitants an exclusive caste, isolated and distinct from other portions of the population, must immediately be abandoned—otherwise the Canadians will insensibly become inferior to those, who, free from any such absurd prejudices, mingle with all, and guided by reason, take advantage of everything they see amongst others superior to their own. This is the great secret of a nation's improvement. Instead therefore of confining their labors to the retention of their language it is the interest of the Canadians to acquire the English language, and make that also their own. The English in time will learn French, and then two of the most polished languages of the world will be equally familiar to all the inhabitants of this province. With respect to *nos institutions et nos lois*—neither the one nor the other are worth preserving entire, but on the contrary, the interests of this country demand that extensive changes should be made in both, before the inhabitants ever can be prosperous and happy.

Any attempt to preserve a people's exclusive nationality in the midst of a mixed population like ours, is really too absurd to be mentioned with any gravity of face. The nationality of colonies with that of the parent state is never identical. Is the nationality of the inhabitants of the United States of America similar to that of the country whence they sprung? What then does the *Canadien* mean by nationality, if it be not the character a people gradually assumes, and which is formed by continual improvements in their social and political condition? Instead of preserving, therefore, let us create a nationality.

From a series of questions addressed to R. S. M. Bouchette, "*Editeur de la partie Francaise du Liberal*," we select two, as calling upon us in some manner equally with our fellow labourer in the vineyard, for an answer.

1st. Question.—Nierez vous pas que votre *Liberal* soit une succursale établie à Québec, de la Fabrique du *Vindicateur*, et que votre Imprimeur appartienne à LOUIS PERRAULT?

2nd. Question.—Nierez vous que votre Imprimeur n'est que le chef ouvrier de LOUIS PERRAULT, et qu'il vint de Montréal il y a 15 jours pour recevoir les ordres de son maître?

In answer to the first question put by Mr LeBlanc, we answer that the *Liberal* is in no manner connected with the *Vindicateur*, unless indeed to defend the same principles, and advocate the same good cause, be considered a connection. As to the ownership of our press, type, &c. we can only declare that we dealt with a person who represented himself the sole proprietor of the same, and without any communication whatever upon the subject with Mr. L. Perrault, became possessed of the press, type, &c. we now use. Until the same be revindicated and the question of property settled by a judicial determination we must be excused if we consider the property to be vested in a person other than Mr. Perrault. With respect to the remaining part of the question which refers to the movements of a person with whom at the period alluded to by Mr. Le B. we were not then acquainted, we content ourselves by saying that we were perfectly ignorant of the fact of Mr. Lemaitre's having gone to Montreal at all—much less therefore, were we cognisant of the object of his mission there. As to Mr. Lemaitre's being the *Chef ouvrier de Louis Perrault*, this question could be better answered by Mr. L. himself. All we know is, that Mr. L. is now printer of the *Liberal* in Quebec, and obeys our orders exclusively. The false and malicious insinuations contained in the above questions could only emanate from a man who has himself run the round of every political iniquity, and become familiar with infamy, in all its varieties.

THE ELECTION. Mr Munn has been prevailed upon to offer himself as a candidate for the Lower-Town, or rather has consented to allow himself to be put in nomination, and be represented on that occasion by Mr McCord. It is singular enough to see amongst his supporters the individuals who heretofore have composed the minority. What governs these men? It is not principles, for Mr Munn's political principles are not those they profess. Their motives of action are the most miserable of any; the savage and the maniac alike feel their influence—it is the influence of jealousy.

State of the Poll at the close on Tuesday, first day—	
Connolly	180
Munn,	155
Difference in favour of Connolly	25

State of the Poll at the close this day,—	
Munn,	338
Connolly,	302

Difference in favour of Munn,

On the French side of this paper will be found a Copy of a letter received from a number of individuals resident at St. Charles (Village Debaritzch) whose names are subscribed thereto, dated 23d June, addressed to R. S. M. Bouchette, signifying their desire to subscribe to the LIBERAL. We are happy to receive testimonials like these of the patriotism and devotion of the country, especially from that section of it immediately under the influence of Mr Debaritzch. These proofs convince us of the invincible spirit of freedom which is fast spreading about the country, and which will one day redeem the character of its inhabitants from the calumnies deliberately uttered by the Royal Commissioners in their reports.

The office of Grand Voyer. This is a public office which has long been felt as a heavy burthen upon the subject. It owes its origin to the dark ages of feudal barbarism, when the spirit of the times was in favour of personal aggrandizement, and in that proportion against anything like freedom from oppression on the behalf of the people. The country has long exclaimed against this creature, the growth of the middle ages, as one utterly inconsistent with the state of society as at present existing, ruinously expensive to the countryman, and notoriously defective as a means of keeping the roads in good order. Besides the inadequate manner in which the duties of the Grand Voyer are fulfilled is a mere mockery to the common sense of the inhabitants of the country. This great personage is compelled, under a penalty, to visit the different parts of the country every year, and yet it is a fact that several parishes in the neighborhood of Quebec, have never been regaled with the sight of his august Majesty. [1]

It would be gratifying to know what a certain Commission, appointed some 12 months ago to enquire into, and report upon, Militia claims, were about. This Commission, like all others, will doubtless be attended with considerable expense, with which the public will be saddled. It is therefore right that the people should know what the Commission are doing. If the Commission be merely one of those numerous jobs got up for the purpose of providing for some creature out of place, and not for the advantage of the public, it would be well that the fact should be known in order that the humbug be exposed.

A most infamous squib has made its appearance to day in which Mr. Connolly is called the Libeller of the Rev. Mr. Mc Mahon: Truth ought always to influence men, and although much veracity cannot be expected in an electioneering squib ushered into existence without the responsibility of a single name attached thereto, yet it is to be deplored that the means of giving publicity to such infamous productions, should be so abused.

On Sunday, after Vespers, a number of persons (some say 500) waited on the Hon. Mr Papineau, at Lemoine's Boarding House, to congratulate him upon his arrival in Town. Notwithstanding the barking of malevolent curs, who, by the bye, cannot bite, the popularity of the Hon. Gentleman is still increasing. False friends it is true, have fallen off from him; but they who remain, and those whom he has since acquired, fully and amply compensate for the egregious perfidy of his *ci-devant* adherents.

The Hon. Gentleman left Town on Sunday for St. Thomas, at which place it was the intention of the inhabitants of that part of the country to celebrate the Festival of St. Jean Baptiste, the Patron Saint of Canada. It is the intention of the Hon. Speaker to visit the country as far down as Rimouski, and then cross over to the north shore on his route homewards. Mr. Lafontaine, M. P. P. and Mr Girouard, M. P. P. accompanied him on his journey.

The U. C. Legislature met on the 19th inst. for the dispatch of business. Mr. Allan Macnab was chosen Speaker, in the place of Mr McLean, who has been appointed Judge of the Court of King's Bench, and Registrar of the County of Dundas. The object for which the session is convened is expressly to take into consideration the position of the chartered Banks of the province, and it is said that a Bill will be introduced to empower Sir Francis to appoint three Commissioners, upon whose special report, with the advice of his Council, he may authorize any Bank, upon application to that end, to suspend specie payments, and go on with its ordinary business. It is expected that this measure will meet with considerable opposition in the House of Assembly.

We have no time to give insertion to the numerous meeting held at St. Thomas on Monday the 27th inst., to celebrate the Festival of St. Jean Baptiste. Particulars in our next.

EXTRACTS.

THE CANADAS.—One of our contemporaries, the Sunday Morning News, speculates upon the future destiny of the extensive territory included under the term Canadas. The subject begins to excite the serious attention of the statesmen on both sides of the Atlantic. It is very evident that it will be impossible for the English government to retain many years longer this vast territory under its control, although the importance of Canada to her, as a receptacle for the afflux of her superabundant population, as a customer for her manufactures, and as a balance to the naval power of this country, is well known to her statesmen. Everything tends to the conclusion that the relations between these colonies and the mother government will soon be severed, and the question at once occurs, will they become an independent government, or a part of the United States?—a question which time alone can decide. A union with this country would undoubtedly be in the highest degree advantageous to them, and we are not sure but that it would be equally so to us. Who can say that we may not be indebted to the Canadas for the preservation of the balance of power between the south and north, which is threatened with destruction by the contemplated annexation of Texas to the Union.—*New Orleans Bee*.

The Extraordinary Cobbett, in one of his letters to the Earl of Liverpool, detailing to him the particulars of the battle of New Orleans, has the following tart remark: "There are those who continue to be foolish in spite of experience, among whom I reckon, as they say in America, your Lordship." The present posture of affairs between the English government and the Canadian provinces would seem to justify the application, to the British Ministry, of the remark quoted. The course of policy pursued towards the Canadas, seems in character with that which proved the red watchword of America's revolt, and which seems to have had no other tendency than to alienate the feelings and extinguish the loyalty of those provinces. The dissatisfaction towards the mother country is, by the last accounts, daily increasing in Lower Canada, and the breach which the mad policy of the parent government, "in spite of experience," has made, is fearfully widening. Revolt it would seem, is seriously threatened, and the example of our patriotic fathers, who raised the everlasting stan-

dard of Liberty in defiance of the frowns of British tyranny and the menaces of British power, is rousing a spirit which the "sailor King may soon find pointing the artillery of Quebec against the ministers of his power. The cause of human rights is forcing its onward way, and though oceans of tyranny may roll over it, and mountains of oppression weigh it down, yet in every country and clime it will sooner or later burst forth and blaze up to heaven. *New Orleans Picayune.*

From the Brighton Patriot.

The Whigs seem disposed to lose Canada, and the Tories Ireland, so that between the two factions we shall some day be in a hopeful way. Before the Whigs embark in a Canadian war, we beg, however, to commend to their notice the following biting extract from the epistles of an American journey man printer,—an obscure man—one Benjamin Franklin.

"Britain, at an expense of three millions sterling, has killed, this campaign, 150 Yankees, which is 20,000l. per head; and at Bunker's Hill, she gained a mile of ground half of which she lost again by our taking post at Ploughed Hill. During this time 600,000 children were born in America; from these data may easily be calculated the time and expense necessary to kill us all and conquer the whole territory."

At the commencement of that glorious war, we sent off from Ireland 5,000 oxen, 14,000 sheep, a vast number of hogs, 10,000, butts of beer, 5,000 chaldron of coals; but the live stock perished on board, and the coals went to "Davy's locker." The vegetables vinegar, and casks, alone cost 20,000l.; and the hay, oats, and beans, for a single regiment of cavalry, cost the same money. With any prospect of success, we might as well attempt war upon the moon as with Canada, but the Whigs are ambitious of taking their own course: let them.

Fox's death closed the era of parliamentary eloquence. There have been able and animated speakers since; but there are few examples of that lofty and original mastery of the understanding and the passions, which characterized the public speaking of that distinguished time: while to the speeches of Fox, Pitt, Burke and Sheridan, we still go for the study of the art, for the highest principles of eloquence illustrated by the highest examples. Of the comparative powers of those remarkable men, the general impression among their contemporaries was,—that Fox stood in the foremost rank, as a debater. His capacity, his manner, and his language were parliamentary in an exclusive and unequalled degree. Pitt and Burke must have been eminent in any assembly of any age or nation, where the human intellect was to be kindled and charmed by power of thought and language. A Greek or a Roman audience would have listened to either with admiration, and owned the influence of their flow and grandeur; but Fox was made for England, and peculiarly for the parliament of England.

One of the plagues of popularity was felt by Fox, in the applications of the French artists to take his likeness. Medalists, sculptors, and painters haunted him perpetually, and with all the odd vehemence of the national character, one sculptor had persecuted him to sit for a statue; Fox at last inquired whether the sitting would put him to any inconvenience. "None whatever," said the Frenchman, "you must only take off your shirt and sit naked, till you are modded!"

Freedom of Mind. I call that mind free which is not imprisoned in itself or in a sect, which recognizes in all human beings the image of God and the rights of his children, which delights in virtue and sympathizes with sufferings, wherever they are seen, which conquers pride and sloth, and offers itself up a willing victim to the cause of mankind.

I call that mind free, which is not passively framed by outward circumstances, which is not the creature of accidental impulse, but which bends events to its own improvement, acts upon an inward spring, for an immutable principle which it has deliberately espoused.

I call that mind free which protects itself against the usurpations of society, which does not cower to human opinions, which feels accountable to a higher law than fashion, which respects itself too much to be a slave of the many or the few.

ASSESSMENTS.

OFFICE OF THE CLERK OF THE PEACE,
Quebec, 21st June, 1837.

PUBLIC NOTICE is hereby given, that the BOOKS of the ASSESSMENTS to be raised for the present year, under and in virtue of the Acts 36 Geo. III. cap. 9, and 39 Geo. III. cap. 5, commonly called the "Road Acts," have been filed in this Office, where the same will be and remain on each and every day, Sundays and Holidays excepted, between the hours of NINE in the forenoon, and FOUR in the afternoon, for public inspection, in order that all persons who may consider themselves aggrieved by the rates of such Assessments, as fixed by the Assessors, may appeal therefrom to the next Court of General Sessions of the Peace, which will begin and be holden on the TENTH day of JULY next ensuing.

By Order,

PERRAULT & SCOTT,
Clerk of the Peace.

To be inserted in all the Newspapers published in this City in their respective languages, until the 10th of July next.
P. & S.

GENERAL SPECIAL SESSION OF THE PEACE,
Quebec, 23d June, 1837.

RESOLVED,

THAT the Clerk of the Peace advertise in all Newspapers published in this City, in their respective languages, That at a General Special Session of the Peace to be held on Wednesday next the 28th inst, the Magistrates will take into consideration the Petitions and Applications of individuals for the office of Road Treasurer of this City, now vacant, and will then proceed to the nomination of a person to discharge the duties of that office as acting Road Treasurer, until the General Quarter Sessions of the Peace to be held in the month of October next, when such appointment can by law only be made.

By order,

PERRAULT & SCOTT,
C. P.

To be inserted in all the Newspapers of this City, in their respective languages until the 28th inst.

TELESCOPES BAROMETERS, FOR SALE.

TWO 30 inch Telescopes best make, with brass stands in mahogany case
FOUR elegant Barometers with Thermometers, Hygrometers and Levels in french polished mahogany frames and made portable.

G. D. BALZARETTI.

24 June.

WINES, BOTTLED STOUT, AND BRITISH MANUFACTURED GOODS.

FOR SALE.—The following Goods are just arrived, and now landing from the "Albion," of London.

2 hhds. } very choice superior White Wine.
10 qr. casks }
100 doz. Barclay & Parkin's Double Stout, in 4 doz. casks,
50 doz. J. J. Frost, assorted Pickles, in cases of one and two doz. each.

Superfine Durham Mustard in Kegs,
An assortment of Hendrie's Perfumery, White and Brown Windsor, Savon des Isles, Shaving and other Soaps, of the best quality.

Ladies' and Gentlemen's best London manufactured Boots and Shoes, India Rubber Braces, Garters, Trowsers Straps, &c.
A quantity of deep Sea Lines, Long Lines, Hand Lead Lines, Fishing Lines, Clothes and Sash Lines, Shop and Sack Twine, Spun yarn, &c. &c.

Sporting Gunpowder,
Patent Shot, Hardware,
Lucifer Matches, Cutlery,
Davies' London Percussion Caps,
Bronzed, Lackered and Gilt, Religious Ornaments,
Table Bells of various sizes,
Haid Safety Lamps, Pocket Pistols, Fowling Pieces, &c. &c.
Spike and Drawn Nails, Shovels,
Solder, and Soldering Irons,
Gimblets, best Mexican Black Lead, &c.
60 barrels refined Pitch and Tar.—Apply to,

G. D. BALZARETTI,
Palace Street, Upper-Town.
or to THOS. SAUNDERS,
Proprietor, McCallum's Wharf.

Quebec, 28th June, 1837.

SHOULD this notice come under the observation of Mr. Neil Kaughan and Mary Crawley natives of Kilbarry, County of Cork, who left Ireland about 3 years ago and who were last heard of from Troy or Detroit. This is to inform them that their son Terrence died on his passage in this spring, leaving his sister Catherine, a girl of 8 years of age quite destitute. Further information may be obtained on application to John Teed Merchant Taylor, No. 11 Champlain Street, Quebec.

N. B.—The Editor of the Vindicator, Minerer, Constitution and New-York-Truth Teller will further the cause of humanity by giving the above a few insertions.

LORETTE HOUSE.

The Undersigned has the honor to announce to the Public that he has taken the above establishment heretofore occupied by Mr. RICHARD DEVERY. The agreeable situation of the house near the picturesque falls of LORETTE, the number of travellers who are in the daily habit of visiting the habitations of the Huron Indians and the beautiful surrounding views made this place one of the most frequented places of resort in the environs of Quebec. The undersigned hopes that the care & attention which he will bestow upon the visitors will induce the public to favor his establishment with their patronage. Liquors and refreshments of the best quality may be had at all times. Also Stabling for Horses and Carriages.

PROPER DUBUC.

Lorette 21 June, 1837.

Persons desirous of giving parties they are requested to leave their orders with Mr. Devery confectioner, Couillard Street Quebec, and they will find every thing prepared for their reception.

EARTHENWARE.

The Subscriber in returning thank to his friends, for the liberal support he has received, during the last year in his line of business, begs to inform them, that he has just received per the MARGARET of Liverpool, a large assortment of fancy Earthenware, consisting of Tea & Breakfast sets, Dishes, &c. &c.

D. GILLORAN.

Champlain Street, 21st June, 1837.

TWO APPRENTICES WANTED

WANTED At this office, as apprentices to the printing business, TWO LADS knowing the English and French language, and well recommended.

ST. JOHNS & TROY STAGE.

A NEW LINE OF STAGES has commenced running from St. Johns, L. C. to Troy, Vt. along the valleys of the Pike and Missiskoui Rivers. At Troy it joins the Boston Line which passes through Barton, Haverill, Concord, and Lowell; at Barton intersecting the Montpelier, Danville and Stanstead Lines; the former passing through Hardwick. At Haverill the Traveller can go by Stage in any direction that business or fancy may lead him.

This Line will leave St. Johns on Sunday, Wednesday and Friday mornings after breakfast, passing through the Grand Line Stanbridge, Frelighsburg, Richford, Sutton and Potton, and arrive at Troy the same evening; and will leave Troy Monday, Thursday, and Saturday mornings at 4 o'clock, and arrive at St. Johns, in summer, in time to take the afternoon Rail Road Cars to Montreal, and in winter, passengers will take the St. Johns and Montreal Stage.

The Proprietors, in addition to good Terms, and careful drivers, recommend this route to the public, as being the shortest, levellest, easiest, and most expeditious one, from Boston to Montreal, passing thro' that section of country, which will be taken for the Rail Road, contemplated to connect the two Cities.

Fare 3 Dollars each way.

J. CLARK, J. BALSH,
C. ELKINS, A. SEARS,
H. BRIGHT, H. M. CHANDLER, } Proprietors
June, 1837.

TO LET.

PART of a Wharf between the Properties of Messrs. Buteau & Tremain, on the river St. Charles.—Apply to L. T. McPherson, N. P., or at the office of this paper.

Situation Wanted

BY a young Man, who is well versed in the French & English languages, would prefer a Merchants office or Auctioneer's. Salary no object.—Apply to A. B. at this office.

CIRCULARS, VISITING CARDS, BILLS, PAMPHLETS &c. done with dispatch and in the neatest manner at low prices at this office.

A Farm for Sale



IN FRAMPTON.—This Farm is one of the most desirable in the whole Township. Upon it are built a good STONE HOUSE, 40 feet by 30; a Barn of 90 feet, and out-houses built as recently as 1833. The whole is well worthy the attention of any person intending to reside in Lower-Canada. Reference may be had to Messrs. Nicholson & co. St. Peter Street, Lower-Town, or to the undersigned.
R. BLAKISTON,
St. Peter Street.

Quebec, 8th June, 1837.

PIANO FORTE FOR SALE.

A Superior Patent square Piano-Forte of d'Armaine & Co. best make, french polished, warranted by professor Henry Hertz.

G. D. BALZARETTI.

24 June.

TO LET OR FOR SALE,

A NEW DWELLING HOUSE, St. Francis street Cape, containing TEN Apartments besides Kitchen & Cellar and a well of excellent water.—Apply to the Proprietors SHARP & QUIGLY, in the adjoining house.
10th June, 1837.

ELIXIR VEGETAL BALSAMIQUE.

N. H. DOWNS'

Vegetable Balsamic Elixir,

FOR Coughs, Colds, Consumption, Catarrh, Croup, Asthma, Whooping-cough, and all other diseases of the chest and lungs.

Pamphlets containing a history of the Medicine, a sketch of the diseases for which it is recommended—certificates from unquestionable sources—ample directions, and much other important information accompany each bottle, may be had of any of the Agents gratis.

Price of two ounce phials, 3s. 9d.

Price of four ounce ditto, 6s. 3d.

Sold wholesale by the proprietor at Troy, Vt. (late of Georgia) and by CURTIS & RUSSELL, Druggists, St. Albans Vt. wholesale Agents and joint Proprietors.—Also, by special appointment, by Wm. LYMAN, & Co. JOHN NEWBOLD, } Mon treat.
R. TRUDEAU.
MUSSON & SAVAGE, Quebec.

ROBERT BLAKISTON,

Sail-Maker,

MOST respectfully returns thanks to Merchants and Captains for the handsome share of patronage they have favoured him with, in the SAIL-MAKING Business, for the last fifteen years. His establishment is now carried on at No. 34 St. Peter Street, and he pledges himself that any orders in the above line will be executed with dispatch and on a reasonable credit.

Quebec June, 17 1837.

BREWRY TO LET,

FOR ONE OR MORE YEARS.

A BREWRY and MALT HOUSE complete, with dependencies, the whole ready to go into operation.

And For Sale,

A LARGE STONE HOUSE, beautifully situated on the hill or coteau Ste. Genevieve, being a most eligible seat for a genteel family. The Garden is extensive and contains upwards of 400 Fruit Trees, Gardiner's House, Cistern and other dependencies. Also, TWO SMALL HOUSES adjoining the above. Apply to
R. QUIROUET.

Quebec, 17th June, 1837.

JOHN TEED,

Merchant Tailor,

No. 11, CHAMPLAIN STREET, QUEBEC,

IN returning his sincere thanks to his friends and the public, for the very liberal encouragement he has received since his commencement in business, takes the liberty of informing them that he has received his SUMMER SUPPLY, consisting of a CHOICE ASSORTMENT OF GOODS, of every description in his line, and offers them to the public on the most reasonable terms, for cash or approved credit.

All orders attended to with neatness and dispatch.
17th June, 1837.

QUEBEC HAT WAREHOUSE

AT No. 16, Fabrique Street, Upper-Town, next door to Messrs. Massue & Boisseau, and in the house on the steps near Prescott Gate, next to Messrs. Thos. Cary & Co's Printing Office.

The subscriber has constantly on hand an assortment of hats, imported per late arrivals and of his own manufacture, at the above places.

J. B. CORRIVEAU.

Quebec, 17 June, 1837.

CONDITIONS OF THIS PAPER.

The LIBERAL is published in English and French, twice a week—Wednesday and Saturday in the forenoon. The subscription for both papers is 17s. 6d. per annum, or 10s. for each, separately, exclusive of postage; payable half yearly in advance. All communications to be addressed to the office of the LIBERAL, No. 32 St. Paul Street, where the paper is published for the proprietors.

PRICE OF ADVERTISING.

Six lines and under, first insertion, 2s. 6d. and 7d. for each subsequent insertion. Ten lines and under, first insertion 3s 4d and 10d each subsequent insertion. Above ten lines, first insertion 4d per line, and 1d per line for each subsequent insertion. Advertisements unaccompanied by directions will be inserted twice a week, in English and French, and charged accordingly.

QUEBEC:—Printed for the PROPRIETORS, by FR. LEMAIRE, St. Paul Street, No. 32.